

**CPU Plénière Europe
14/ 15 octobre 2020**

Table des matières

Intervention de Thémis Christophidou, Directrice-générale, DG EAC, Commission européenne.....P.2

Plan de relance européen et plan de relance français : l'action des universités.....P.4

Les universités au cœur des écosystèmes transnationaux et transfrontaliers.....P.8

Les universités et la stratégie de proximité de l'UE.....P.11

Annexe 1. Growing the impact of Europe's Universities at home and globally.....P.15

1. Intervention de Thémis Christophidou, Directrice-générale DG EAC, Commission européenne

Thémis Christophidou souligne l'importance du soutien de la CPU aux politiques européennes¹ en matière de recherche et de formation, en particulier à l'initiative phare des universités européennes²³ et ce dès leur phase de création.

La crise du coronavirus a instauré la nouvelle norme (*the new normal*). Nous sommes à un tournant, en particulier pour les étudiants et les enseignants : les études et la formation constituent la pierre angulaire pour construire son avenir et sa vie personnelle dans un contexte de transitions conjointes (verte et numérique) afin de relever les défis sociétaux que sont le changement climatique, la fracture numérique ou l'accroissement des inégalités. Nous devons renouveler l'implication des sphères de l'enseignement et de la recherche pour faire de ces transitions un succès.

Le 30 septembre, la Commission européenne a rendu publique sa stratégie sur la connaissance via deux communications, l'une sur l'Espace Européen de la Recherche (EER)⁴, l'autre sur l'Espace de l'Enseignement Européen (l'EEE⁵) afin de lancer des actions ambitieuses. L'EEE vise notamment à engager des coopérations plus étroites entre les universités en Europe pour renforcer la résilience de nos sociétés.

Il est important de traiter la question **de l'assurance qualité** dans l'UE. Avec l'accroissement de l'enseignement en ligne à grande échelle, la coopération entre les agences autour de l'assurance qualité doit être renforcée. Le rôle de l'EEE se décline via quatre priorités :

- Dès cette année, des formats de mobilité plus innovants seront mis en place avec une attention particulière au numérique à travers le soutien du programme Erasmus ;
- L'apprentissage tout au long de la vie est une priorité et doit devenir une réalité, ce qui passera par une approche plus systémique et innovante dans l'offre de formation. Il faut offrir des options plus diversifiées en matière d'apprentissage numérique ou hybride et des programmes plus courts et plus ciblés. Ces apprentissages tout au long de la vie doivent être reconnus et certifiés. C'est l'objet de l'approche européenne sur les microcrédits (ou micro-certificats) dont il faut impérativement assurer la reconnaissance et la portabilité ;
- L'éducation doit être inclusive pour que les étudiants diplômés reflètent les différentes catégories de populations en Europe ;
- Il faut renforcer les ponts entre l'EEE et l'EER : ces deux mondes doivent travailler ensemble pour être des partenaires au niveau mondial.

¹ <http://www.cpu.fr/actualite/contribution-of-the-french-rectors-conference-on-the-era/>

² <http://www.cpu.fr/actualite/linitiative-universites-europeennes-le-point-de-vue-des-acteurs-sur-lavenir/>

³ <http://www.cpu.fr/actualite/proposition-de-la-cpu-pour-des-projets-duniversites-europeennes-dans-le-cadre-du-programme-erasmus-post-2020/>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM:2020:628:FIN> ;

<https://www.journalgeneraldeurope.org/2020/10/15/un-nouvel-espace-europeen-de-la-recherche/>

⁵ https://ec.europa.eu/education/sites/education/files/document-library-docs/eea-communication-sept2020_en.pdf

La crise a été appréhendée comme une chance en vue de reconnaître la diversité de l'enseignement supérieur en Europe. L'enseignement supérieur et la recherche ont un rôle fondamental pour accompagner le plan de relance de l'Union et atteindre les objectifs du développement durable. Ils doivent permettre à l'Europe de se relever et d'assurer le leadership européen et pour une Europe durable. Il faut préparer les générations futures à faire face à ces enjeux en ouvrant la voie à l'innovation technologique et sociale.

C'est l'objet des universités européennes. 33 établissements français font partie des universités européennes, ce qui représente un beau succès. En partageant les bonnes pratiques et en faisant remonter les obstacles scientifiques, juridiques et pédagogiques, on contribuera à la mise en œuvre des universités du futur et leur évolution avec des objectifs liés à l'EER (espace européen de la recherche) et l'EEE (espace européen de l'éducation) qui se rejoignent.

Plus de 280 établissements de toutes les régions d'Europe participent à 41 alliances soutenues par les programmes Erasmus et Horizon 2020. Elles se sont construites dans le cadre d'une stratégie à long terme dans les domaines de la recherche, de la formation en lien avec la société. Elles ont utilisé les technologies les plus récentes.

Ces universités européennes vont construire des écosystèmes de la connaissance de manière transnationale et transdisciplinaire et travaillent avec les acteurs socioéconomiques des régions pour relever les défis sociétaux.

Dans ce contexte, **les pôles universitaires d'innovation** inscrits dans la LPR pourraient renforcer les capacités de recherche, d'innovation et de formation de ces universités européennes. Lorsque les fonds européens, nationaux et régionaux se complètent pour atteindre des mêmes objectifs, cela accroît les chances de succès. Les programmations 2021-2027 continueront à soutenir les universités européennes.

Ces 41 alliances représentent un banc d'essai pour la transformation des 5000 universités en Europe, qui passera notamment par le développement d'un diplôme européen, ou par la mise en place d'un nouveau statut européen. La Commission européenne souhaite accélérer la transformation des universités et établissements d'enseignement supérieur pour former les générations futures au sein de sociétés plus durables et inclusives. Ensemble, il faut construire un agenda ambitieux de transformation de l'enseignement supérieur en Europe.

La CE lancera **une consultation publique** dans les prochains mois, suivie d'ici fin 2021 d'une consultation ciblée concernant la création d'un programme de transformation.

Les futurs programmes européens seront essentiels pour accompagner ces transformations. Le programme Erasmus+ continuera à soutenir les alliances de la connaissance et les partenariats stratégiques qui financent les coopérations entre établissements d'enseignement supérieur et avec les entreprises. Ces partenariats sont importants pour mettre en place des cursus plus inclusifs et innovants. Le programme Horizon Europe soutiendra le développement des projets d'écosystèmes d'innovation avec le soutien des KICs. L'EIT place l'innovation et les talents au

cœur de ses activités (développement de compétences entrepreneuriales) au service des écosystèmes d'innovation.

Les actions Marie Sklodowska Curie (MSCA) continueront à être essentielles pour la formation doctorale d'excellence. Entre 2014 et 2020, les MSCA ont soutenu 65.000 chercheurs et financé plus de 1000 réseaux doctoraux. Des efforts sont faits pour renforcer les synergies : les liens renforcés entre les MSCA, les KICs et Erasmus+, y compris dans le cadre des universités européennes, contribueront au succès des universités. Ces synergies sont essentielles pour former les dirigeants de demain. Pour conclure, la Commission européenne souhaite qu'avec les conférences de présidents d'université, les acteurs de la recherche et de la formation unissent leur force pour répondre aux attentes des citoyens.

2. session 1 : Plan de relance européen et plan de relance français : l'action des universités

Modérateurs : Jean-Marc Ogier et Annick Allaigre, co-présidents du Comité de la transition écologique et énergétique

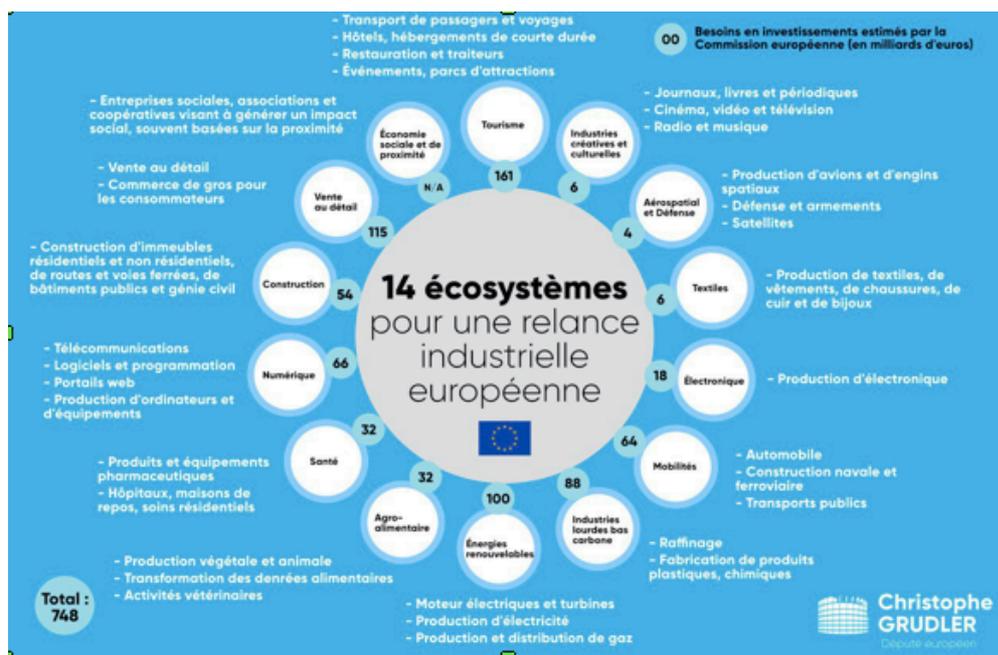
Intervenants : Christophe Grudler, député européen ; Pierre Mongrué, chargé de la coordination du plan de relance, Direction Générale du Trésor, Ministère des finances

Dans quelles mesures les décisions prises au niveau européen et national contribuent-elles au green deal et à la compétitivité ?

Pour Pierre Mongrué, l'organisation du plan de relance national s'inscrit dans le cadre du plan européen, des fonds européens et des directives. Les États membres ont jusqu'à la fin de l'année pour rendre leur copie à la Commission européenne (CE). Ce travail se fait en lien avec la CE pour s'assurer qu'on respecte les règles européennes. (En juillet a été communiqué le montant du plan de relance, suivi plus tard des indicateurs : 37% de ce plan est dévolu à la transition verte, 30% au numérique). A cela s'ajoute un volet territorial – exigence forte du Premier Ministre pour associer les collectivités territoriales car l'objectif est d'avoir des effets et des impacts rapidement. L'on sait que les projets d'investissement nécessitent du temps, d'où l'intérêt d'identifier les projets déjà existants au niveau territorial (universités, acteurs socioéconomiques des territoires).

Les Ministères travaillent sur ce plan national depuis le 3 septembre mesure par mesure (en s'appuyant également sur la déconcentration).

Christophe Grudler souhaite nuancer cette analyse. Le plan national de relance sera en effet analysé par l'Europe et sujet à des arbitrages. Christophe Grudler qui a travaillé sur le plan de relance avec Thierry Breton, met ce plan en regard des écosystèmes d'écosystèmes :



Sont identifiés 14 écosystèmes regroupant 40 secteurs qui représentent 50% du PIB européen. C'est sur cette base que la CE a évalué le montant des milliards d'euros alloués aux États membres (EM) dans le cadre du plan de relance. La CE a également identifié les ressources propres qui devraient permettre de rembourser ce plan :

Le calendrier pour introduire les ressources propres

- **Taxe plastique et ETS (*Emissions Trading System*) : 2021**
- **Ajustement mécanisme carbone et services numériques en 2023**
- **Taxe sur transactions financières : 2024**
- **Impôt sur les sociétés : 2026**

Ces taxes devraient donc permettre de rembourser cet emprunt dans un contexte où l'argent n'est pas cher.

La CE s'est donc adressée aux EM pour leur demander leurs priorités par rapport aux 14 écosystèmes (elle estime par exemple à 166 Mds€ les besoins pour le numérique). Chaque pays indique les axes prioritaires souhaités. En fin d'exercice, la CE effectuera des arbitrages et des échanges auront lieu entre la CE et le EM.

Ainsi, il est possible que pour la France des propositions ne soient pas retenues. Il est en revanche assuré que la France bénéficiera d'un montant de 40 Mds€ même si des incertitudes demeurent sur les propositions financées. L'UE souhaite une relance à court terme.

Calendrier

- Ce plan de relance européen devrait démarrer durant le 2^e trimestre 2021
- Les EM ont remis leur copie 15 octobre

- Échanges actuels entre les DGs et les EM

Annonce du Commissaire Timmermans

Vague de rénovations: doubler le taux de rénovation pour réduire les émissions, stimuler la reprise et faire reculer la précarité énergétique

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1835

Le plan de la France (100 Mds€)

- La transition écologique : 30 Mds€ (dont 7 Mds€ pour la rénovation énergétique)
- La compétitivité des entreprises : 35 Mds€
- La cohésion territoriale et sociale : 35 Mds€

Ce plan succède à une première intervention d'urgence de 460 Mds€ et sera suivi d'une phase d'emprunt.

Le plan de travail en France

Pierre Mongrué confirme que les contacts avec la CE sont positifs. La CE a demandé à la France de s'assurer, mesure par mesure, que les propositions correspondaient bien aux objectifs de la CE.

En France, les AAP sont déjà lancés afin de ne pas prendre de retard. Il s'agira ensuite de voir comment la France financera rapidement ce plan. A partir d'indicateurs, un point sera fait tous les 6 mois avec la CE qui souhaite également que la France mette en place des réformes structurelles. Le plan français, une fois les 100 Mds€ consolidés, sera réparti par région.

Pour Christophe Grudler, les Français ont la chance d'avoir un État à même d'avancer les besoins en trésorerie en attendant un remboursement par la CE. Ce n'est pas le cas de la République tchèque qui n'a pas de réserves. Certains pays mettront donc en place les mesures de relance plus rapidement que d'autres.

De nécessaires changements

Au niveau européen, la règle de l'unanimité fait perdre trop de temps. L'objectif est de parvenir à mettre en place une majorité qualifiée y compris pour les décisions budgétaires !

La recherche et l'innovation

Le 4^e volet du PIA sera financé dans le cadre de ce plan de relance avec un effort ciblé sur les écosystèmes de recherche (de 11 à 12 Mds€). La recherche et l'innovation sont essentielles notamment pour la souveraineté européenne.

Pour Pierre Mongrué, la recherche est un sujet politique mais il est clair que le plan de relance ambitionne de donner un coup de pouce à la recherche, notamment pour ce qui est des écosystèmes.

En parallèle, il souligne l'importance des **PIIEC**⁶, Projets Importants d'Intérêt Européen Commun, qui portent sur des enjeux politiques et stratégiques en Europe (ex PIIEC sur les batteries avec les Allemands). Il s'agit d'avoir des politiques industrielles plus ambitieuses pour renforcer l'autonomie stratégique. Dans ce cadre, la recherche est une composante essentielle de ce débat. N'y a-t-il pas là un risque de « renationaliser » la recherche ? Pour Christophe Grudler, ces alliances regroupent obligatoirement plusieurs pays (3 au minimum mais en général plutôt 4/5). Lorsqu'une alliance européenne (PIIEC) est définie, il faut se rapprocher des ministères. **Les PIIEC représentent en effet une dérogation au droit du marché commun.** Dans le cadre de ces structures, **la CE autorise des subventions...**

➔ Il faut se positionner sur les thématiques et œuvrer pour la mise en place de PIIEC, outil de stratégie industrielle où les universités ont leur place.

Les universités sont encouragées à poursuivre leur coopération, notamment via le programme Erasmus + qui connaîtra selon C. Grudler une augmentation de 55%, ou le volet santé d'Horizon Europe dont le budget sera lui aussi augmenté. Les alliances viennent en appui aux priorités européennes.

En Europe, la question de la souveraineté et de l'autonomie stratégique est un sujet qui divise : certains demeurent attachés au libre-échange et ne croient pas en ces alliances comme celle sur la batterie. Cet avis n'est pas partagé par tous et les PIIEC intègrent désormais des pays à l'Est, qui, jusqu'alors, voyaient ces alliances comme des initiatives à l'intention des seuls grands pays européens.

S'agissant du plan de relance, il manque pour Christophe Grudler, deux / trois sujets européens structurants. Il suggère par exemple le projet de constellation européenne de satellites quantiques qui permettrait **de créer un Internet européen**. Thierry Breton souhaite identifier des satellites européens à cette fin.

Il faut également réfléchir à l'articulation recherche privée / recherche publique. Des mesures ont déjà été prises pour dissuader les entreprises de fermer leur département recherche en ces temps de crise, ou de réduire drastiquement les dépenses. Il a également été décidé de financer la création de formations du supérieur (18M M€).

Brexit

Le Royaume-Uni était très présent dans H2020 : les chercheurs britanniques recevaient 23 Mds€ lorsque le Royaume-Uni contribuait à hauteur de 14 Mds€. Désormais, le Royaume-Uni recevra

⁶ <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/transition-energetique/projet-important-dinteret>

du programme Horizon Europe autant que ce qu'il financera, la valeur ajoutée résidant la coopération.

Budget et souveraineté européenne

Christophe Grudler fait savoir que dans le cadre des négociations entre le Conseil et le Parlement, on se dirige vers une augmentation du budget européen de plus de 10 Mds€ dont une partie devrait être dévolue à Horizon Europe. On ne serait alors plus très éloigné de la barre des 100 Mds€, alors que dans le même temps le Fonds pour la défense sera amputé de 10 Mds€.

Le concept d'*autonomie stratégique ouverte* interpelle Christophe Grudler, qui le qualifie d'oxymore. Le député européen croit à l'autonomie stratégique pour reprendre notre destin européen entre nos mains. Cela a nécessité des luttes au niveau européen et des désaccords persistent y compris entre les commissaires européens. Mais en ce qui concerne la recherche et l'innovation, il n'est pas question pour lui de se refermer sur l'Europe. Le programme Horizon Europe est le plus attractif au monde. Par contre, les pays tiers ne peuvent bénéficier de subventions et doivent investir le même montant que celui qu'ils reçoivent.

Pour Pierre Mongrué, le concept d'autonomie stratégique dans une économie ouverte a été abordé au Conseil européen. Il s'agit d'une inflexion afin de promouvoir une vision stratégique de l'UE ainsi qu'une orientation au niveau politique. Il faut désormais voir comment cela se déclinera (ex PIIEC), à travers notamment le cadre politique dans lequel sera construit le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

3. session 2 : les universités au cœur des écosystèmes transnationaux et transfrontaliers

Modérateurs : Pierre Mutzenhardt et Nathalie Dompnier, président et vice-présidente de la Commission Recherche et Innovation

Intervenants : Jean-Éric Paquet, Directeur Général de la DG R&I, Commission européenne ; Fredrik Hörsted, vice-président chargé de l'innovation et des partenariats extérieurs, Chalmers University of Technology, Göteborg

Fredrik Horsted souligne en préambule que la Suède n'a pas manifesté un grand enthousiasme pour les universités européennes. L'EIC suscite d'avantage d'intérêt par exemple.

Les universités européennes soulèvent en effet des problèmes en Suède : la question des statuts ou des diplômes européens risquent de se heurter au *Swedish Education Act* et de créer des tensions avec les autorités suédoises.

Les enjeux sont plutôt d'améliorer la mobilité des étudiants, et de développer une feuille de route pour atteindre la convergence des systèmes d'assurance qualité.

Frederik Horsted appelle en ce sens à une plus grande convergence entre :

- Les politiques (EEE et EER)
- Les financements (Erasmus+ et Horizon Europe)
- Des liens plus forts entre formation et innovation.

La mobilité à travers les réseaux transnationaux doit être renforcée tant en Europe qu'au-delà avec les pays tiers. Il faut attirer les meilleurs talents en Europe.

Frederik Horsted constate en outre que les réseaux partenariaux ne peuvent se réduire aux universités européennes en termes quantitatifs comme financiers. La Suède compte 40 universités (pour 10 millions d'habitants) et s'appuie donc sur un secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche fragmenté, avec, comme dans d'autres pays, des universités spécialisées et des universités généralistes. Les universités les plus grandes sont intégrées dans des alliances européennes, d'autres se sont davantage focalisées sur des défis avec d'autres partenaires.

S'agissant des universités européennes, il est normal, pour Frederik Horsted, que la Commission souhaite cibler ses financements. Ces alliances universitaires le permettent, en ayant la capacité de capter différents fonds.

Jean-Éric Paquet fait savoir que les présidences allemande, slovène et portugaise (le trio) essaient de relancer le marché européen des chercheurs et de prendre des dispositions pour attirer les talents. C'est l'objet de l'approfondissement de l'ERA.

1. Horizon Europe : nous sommes dans la dernière phase de préparation de ce programme. Le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil européen doivent trouver un accord. Tous attendent cet accord qui doit porter sur les montants du budget européen (MFF) et les mécanismes avec, par exemple, les propositions relatives au respect de l'Etat de droit, même si la Hongrie et la Pologne s'y opposent. Les Ministres de la recherche doivent également terminer prochainement les trilogues.

2. Les R&I days des 22, 23 et 24 septembre ont consacré le principe de co-crédation d'Horizon Europe avec les acteurs de la R&I. Ce programme doit apporter des réponses aux défis sociétaux. Les universités ont joué un rôle central dans la préparation d'Horizon Europe, notamment en matière d'écosystèmes. La méthodologie de co-crédation est un pari. Cette ouverture aux acteurs de la R&I a permis de recueillir beaucoup d'idées et l'objectif désormais est de faire des choix.

3. Il faut également permettre que les résultats de la recherche soient mis à la disposition des politiques publiques. C'est une priorité pour Jean-Éric Paquet et c'est l'objectif de l'ERA. C'est aussi une priorité de la Présidence allemande : il faut faire plus et mieux pour les chercheurs européens. Si Euraxess permet d'avoir des informations concernant les postes

disponibles dans les États membres, l'ERA n'en reste pas moins un sujet politique complexe. La place et la carrière du chercheur, sa mobilité sont l'ADN de l'ERA.

- a. Chaque État membre sera appelé à faire des progrès, ce qui sera rendu plus difficile dans cette période de crise, où ils devront faire face à des problèmes de financement public alors même que les investissements représentent un enjeu essentiel.
- b. Il s'agit de mieux traduire les résultats de la recherche en innovation et dans le cadre des écosystèmes régionaux. Les universités, qui tiennent un rôle très important dans ceux-ci, sont essentielles à cet égard.
- c. Il faut atteindre une masse critique de la recherche. Le programme Horizon Europe, même s'il s'agit d'un des programmes de recherche les plus ambitieux, représente 8% des dépenses publiques de la recherche. Il faut intégrer les efforts nationaux et renforcer les synergies pour mettre en commun les ressources. Il faut utiliser Horizon Europe en complément des financements nationaux.

L'approche thématique est également importante. C'est l'objet des clusters mais aussi de l'EIC qui a lancé un AAP sur la Covid. Il faut distinguer une approche verticale – pour laquelle l'échelle européenne est pertinente – et une approche transversale tout aussi importante. On la retrouve dans le pilier 2 d'Horizon Europe avec, par exemple, l'impact de l'alimentation sur la santé.

Ces sujets transversaux sont importants et c'est aussi la raison pour laquelle la CE liera davantage les partenariats afin qu'ils se complètent. Cela pourrait aller jusqu'à des AAP communs. Les projets des consortia sélectionnés dans le cadre d'Horizon Europe pourront aussi être amenés à évoluer dans un contexte plus flexible et réactif. Cette transversalité se retrouve également dans les 5 missions d'Horizon Europe.

Comment passer à une mise en œuvre concrète de l'ERA ? Les alliances européennes ont eu le mérite de mettre les universités sur la carte (approche thématique). La Commission européenne prépare un fonds complémentaire de financement pour soutenir la programmation de recherche de ces réseaux.

Le nouveau programme continuera à promouvoir les universités d'excellence qui doivent également être soutenues par les systèmes nationaux et régionaux aux côtés d'Horizon Europe. C'est aussi l'objet de la politique du *widening*, appréhendée comme tremplin vers l'excellence.

Le financement des universités européennes est relativement limité. Les réseaux d'universités européennes sont des réseaux qui viennent s'ajouter à ce qui existe déjà. Il faut des mécanismes pour renforcer les échanges dans le domaine de l'éducation (l'EEE vise à accroître ces coopérations). Les relations entre la recherche et l'enseignement passent également par les liens entre Erasmus+ et Horizon Europe.

Excellence / open science : les universités ont promu l'Open Science depuis des décennies. Le Data cloud (EOSC) est prometteur. Après le plan S, on est dans la dernière ligne droite des

négociations avec les éditeurs. Il reviendra aux chercheurs de négocier avec les éditeurs qui respecteront la PI.

Pour Jean-Éric Paquet, le potentiel du système innovation en Europe est très important et se situe aussi aux niveaux national et régional. On crée plus de start-ups en Europe qu'aux USA. L'enjeu est de soutenir leur développement. **Dans ce cadre, les universités qui appartiennent à des alliances européennes profiteront du marché des autres universités**, ce qui représente un avantage certain. **En ce sens, les alliances ont un potentiel énorme notamment dans les écosystèmes**. Leuven, capitale de l'innovation qui résulte d'un processus d'écosystème créé depuis 10 ans autour de l'université, en constitue un bon exemple. Cela doit être une source d'inspiration pour les universités.

L'innovation dans les universités passe également par la formation (pour répondre aux entreprises de l'écosystème) et nécessite de s'appuyer sur les dernières connaissances en matière de recherche ou d'interdisciplinarité, ainsi que de prendre en considération les besoins de la société.

4. session 3 : les universités et la stratégie de proximité de l'UE

Conférence: Michael Murphy, Président de l'*European University Association* : "Growing the Impact of Europe's Universities at Home and Globally".

Modérateurs : Patrick Lévy, président du comité Europe et Éric Berton, président d'Aix-Marseille Université

Intervenante : Olfa Zeribi Ben Slimane, Directrice du bureau Europe de l'Ouest de l'Agence Universitaire de la Francophonie

Renforcer l'influence des universités sur les politiques publiques

Cf. discours de Michael Murphy, annexe 1. C'est la responsabilité de l'EUA d'accroître l'influence des universités sur les politiques européennes et la CPU est souvent force de proposition en la matière pour Michael Murphy. L'EUA a besoin de ces liens avec les conférences européennes pour que l'université ait un impact sur les politiques publiques.

Chaque président a été sollicité pour contribuer à une nouvelle vision de l'EUA. L'Europe est le premier continent pour la recherche et les universités devraient bénéficier d'une plus grande reconnaissance de la société et recevoir d'avantage d'investissements. Mais les universités connaissent une forme de désillusion. Notre secteur n'a pas connu le succès escompté.

Les politiques ne sont pas fondées sur des preuves. Les chefs d'Etat européens ont continué à réduire les financements d'Horizon Europe et d'Erasmus + et à abaisser les ambitions dans ce domaine (le discours sur l'Etat de l'Union de la Présidente Ursula van der Leyen contient

seulement trois références à la recherche). Si une grande partie de la population fait confiance aux universités, il faut peser sur les politiques. On fait trop peu d'efforts pour communiquer nos messages à la société. L'EUA souhaite en conséquence réformer nos pratiques pour accroître l'impact des universités.

L'EUA est convaincue de la nécessaire diversité des établissements : la recherche ne se fait pas uniquement dans les universités dites de recherche intensive. L'action collective et les partenariats sont la condition pour réussir.

Patrick Lévy insiste sur la nécessité d'être au contact des besoins de la société, et des efforts sont à accomplir afin d'influencer davantage les politiques. Il faut s'adapter aux publics et à la nature de l'activité. Il est important de se pencher sur ce que font les autres secteurs.

Pour Michael Murphy, on peut mettre en relief les bonnes pratiques qui existent déjà à l'université. Beaucoup d'universités travaillent sur les liens avec la société. Dans la recherche appliquée, par exemple, des initiatives ont permis aux chercheurs de partager leur expérience de recherche avec les étudiants sur des sujets choisis par des associations étudiantes, ce qui a eu un réel effet. Une méthodologie a ainsi été définie. C'est un partenariat gagnant / gagnant qui permet aux étudiants d'impliquer également la société sur des sujets qui la concernent.

Diversité et cohérence

Michael Murphy évoque la diversité des établissements d'enseignement supérieur qui accomplissent les missions de l'université de façon différente en Europe. Les universités dites intensives de recherche mettent l'accent sur la recherche fondamentale dans un cadre concurrentiel mondial. D'autres universités inscrivent leurs activités davantage dans un cadre régional pour répondre aux besoins de la population en diffusant les connaissances mondiales et en partageant les spécificités de ce territoire avec le reste du monde. Les objectifs sont différents : accroître les compétences, travailler sur les valeurs européennes, inscrire ses activités dans une compétition mondiale. Mais il ne s'agit pas d'apparaître divisés, ce qui affaiblirait notre impact. En effet, les associations européennes se contredisent parfois et il est important de conférer une cohérence à nos messages.

Être à l'écoute de la société et une vision pour tous

Pour Michael Murphy, on sait ce dont la société a besoin mais il est important d'ouvrir la discussion en demandant aux citoyens quels sont leurs objectifs prioritaires, qu'est-ce qu'on peut faire, plutôt que de leur dire ce qu'ils doivent faire. Il faut identifier ce que veut la société, en l'écoutant, et la considérer comme un partenaire et non comme une entité hostile, ce qui conduirait à se couper davantage d'elle.

La vision future des universités en Europe et les points de vigilance : il est important d'avoir une vision claire quant à notre orientation et il faut se donner les moyens d'atteindre nos objectifs. La Commission européenne est très active sur l'agenda de transformation. Il est important de présenter les besoins de la société. Une réflexion est engagée avec la Commission pour aboutir à

une vision holistique de cet agenda (incluant enseignement et recherche) de façon à ce que la diversité et les bonnes pratiques essaient dans toute l'Europe. Début 2021, l'EUA proposera une vision pour l'ensemble des établissements.

Un nouveau partenariat de recherche entre le nord et le sud : la co-construction

Dans quelle mesure assistons-nous à un changement de paradigme dans la politique de voisinage et notamment au sein du partenariat UE/ Afrique ? Quel peut être le rôle des universités dans ce cadre ?

Olfa Zeribi Ben Slimane rappelle que l'AUF est un réseau international de 1000 universités et un relais important pour définir les modalités d'action. L'idée d'un changement de paradigme de la politique de coopération dans la politique du voisinage résulte d'un tournant dans la coopération après les révolutions qui ont eu lieu dans les pays arabes et de la Méditerranée orientale. Il y a eu une prise de conscience que la politique avec ces pays ne pouvait plus se limiter aux politiques publiques sécuritaires, mais qu'il fallait co-construire des réalités et de nouveaux partenariats. C'est l'exemple du *Green Deal* et la lutte contre le changement climatique qui constitue l'un des enjeux de la coopération scientifique du partenariat UE / Afrique.

Par exemple, concernant les axes stratégiques de la lutte contre le changement climatique et les maladies émergentes, il apparaît désormais impératif de **produire une connaissance commune** avec des scientifiques, en s'appuyant sur des politiques publiques de proximité visant à repérer l'excellence scientifique là où elle se trouve. C'est une politique semblable à celle visant l'élargissement et l'intégration au sein de l'Espace européen de la recherche et de l'innovation.

Concrètement, concernant les aspects migratoires, il n'est plus possible que les recherches produites dans les universités des pays du nord alimentent les pays du sud alors que les scientifiques ont une compréhension des diversités culturelles et des ressorts qui ouvrent à une meilleure connaissance des phénomènes. On ne peut plus traiter ces productions de connaissances d'une manière unilatérale. C'est pourquoi on est passé à une co-construction de sens avec des communautés ayant un ancrage territorial, un accès à ces connaissances de proximité, et qui sont dans des dynamiques d'innovation.

Dans le cadre de ces nouveaux défis pour transcender les frontières, la coopération UE / Afrique reprend 4 thèmes majeurs afin de consolider le dialogue politique :

- Investir dans le capital humain, l'éducation et la science, ainsi que les compétences ;
- Renforcer la résilience, la gouvernance, la sécurité et la paix ;
- Mobiliser les investissements ;
- La migration et la mobilité.

Concernant le 1^{er} axe, les réseaux universitaires ont un rôle important à jouer. Il ne s'agit pas de répondre à des commandes mais de partager de l'expertise y compris sur les gouvernances des systèmes nationaux.

Il faut être en amont pour consolider la définition des programmes de fonds. Le rôle d'un groupe d'experts chargé de la diplomatie scientifique francophone est de trouver les moyens d'influencer les programmes à mettre en œuvre dans le cadre de partenariats stratégiques.

Une illustration pour transcender les frontières consiste à réfléchir aux modalités de mise en réseau de l'excellence scientifique afin de répondre à des défis spécifiques. L'expérience de l'appel international sur le COVID 19 lancé par l'AUF a été révélatrice de ce potentiel de transcender les frontières et d'accélérer la mise en réseau de recherches.

Près de 2000 projets de 76 pays différents sont remontés, ce qui a obligé l'AUF à doubler le montant de sa subvention. 87 établissements issus de 44 pays ont été sélectionnés, démontrant le potentiel de mise en réseaux et la possibilité de travailler sur des thématiques diversifiées pour répondre aux défis de la lutte contre la pandémie. Il s'agit aussi d'être un relais pour relier les politiques publiques et les politiques scientifiques.

L'université doit s'intégrer dans son écosystème. Il y a une difficulté à reconnaître que les universités ont des retombées sur leur écosystème. Or, comme en témoigne les S3, il est avéré que l'université a un ancrage territorial et doit être au cœur d'un développement économique local et inclusif. L'université doit aussi former à la citoyenneté et mettre en interaction les populations de son territoire.

En Afrique, cet ancrage territorial et les retombées de l'entrepreneuriat social et solidaire sont fondamentaux pour impliquer les populations dans des questions de sécurité alimentaire, et remettre les pratiques des communautés rurales au cœur de la réflexion dans un contexte de changement climatique et de phénomènes migratoires. Cela nécessite un regard dynamique à travers les réseaux pour faire remonter des connaissances.

Pauline Ravinet, VP Europe à l'université de Lille, précise que les experts travaillent aussi avec l'équipe en charge de la stratégie de l'AUF. Il y a un manque de connaissance quant aux opportunités de financement de l'AUF, lesquelles constituent des tremplins pour des coopérations de recherche. De plus, l'AUF est le premier réseau d'établissements d'enseignement supérieur en nombre. Elle contribue à tisser des liens entre établissements du nord et du sud et offre un potentiel de partenariats important sur des grands défis sociétaux.

Emmanuelle Garnier, Présidente de l'université de Toulouse Jean-Jaurès, souhaiterait voir émerger un défi sociétal portant sur le schéma de gouvernance. Les deux associations (EUA – AUF) pourraient réfléchir à un niveau de gouvernance universitaire, ce qui aurait un grand intérêt pour la communauté.

Les Alliances européennes pourraient en la circonstance être des laboratoires afin d'esquisser l'université du futur. L'AUF veut mettre en place un groupe de réflexion sur ce sujet et sur les pratiques en matière de gouvernance (hors frontières européennes également).

Pour Patrick Lévy, la question posée rejaillit sur la façon dont les universités évoluent dans leur diversité. Le plus souvent prédomine un modèle de gouvernance anglo-saxon. Cette approche doit être discutée : pourquoi la gouvernance a-t-elle été conçue, comment fonctionne-t-elle, quels sont ses objectifs et ses différents modèles... ? C'est là une question rarement abordée sous cet angle, notamment à l'échelle internationale. Or il n'y a pas de vérité établie. Mais les universités européennes démontrent tout l'intérêt de cette démarche.

5. Annexe 1

Growing the impact of Europe's Universities at home and globally.

Remarks to Conference of Presidents of Universities (France)

Michael Murphy

Distinguished colleagues, I am very grateful for the opportunity to speak to you and I will begin by wishing each of you, personally, continuing good health and every success to your universities – in these extraordinary times.

The topic “Growing the impact of Europe's Universities at home and globally” hardly requires justification but it does need clarification. Justification – it is a duty of EUA (its 850 members, National Rectors Conferences and Secretariat) to help grow the influence of universities on European public policy, whether set by the Parliament and Commission in Brussels or through proposals to Council from Europe's national capitals. Paris is often the origin of proposals for European public policy (the European University Initiative is a recent example in our sector) and CPU's effectiveness in holding the hand of the French government contributes to achieving EUA goals. EUA itself will only be as successful as its National Rectors Conferences and university members will be, while our success will be built only through effective partnership. That's why I am here today.

EUA also represents the universities of Europe beyond our continent – hence reference to global impact.

En passant, the justification has also provided some clarification. I am going to focus primarily on Universities' impact on public policy - setting out some proposals today for you to consider, at CPU, inviting you to bring your considered advice to the table in Brussels as we shape new approaches for greater effectiveness in influencing within Europe and beyond. The cardinal elements of our institutional mission – more and better research and innovation, improving learning and teaching and deepening engagement with society – are fundamental to our claims for influence but a subject for another day. How we must adapt to sustain excellence in these missions over the next 10 years is the topic of a major project underway right now at EUA; last month, each of you was invited to contribute through an online Leadership Roundtable. We plan to publish a new “Vision for Europe's Universities 2030” by the end of January.

Universities are society's premier institutions for research, the creators of the knowledge and evidence to support decisions and choices in virtually every aspect of human endeavour. In return, Universities anticipate recognition, respect, societal support and investment commensurate with our contributions. And yet, at the heart of that very expectation – that universities are entitled to be listened to, lies a delusion widely held among academics. Fundamentally, influence is not acquired through merit, though merit helps; it has to be competed for. Our sector's failure, universities' failure to compete successfully for influence

in today's world has consequences - for society denied the benefits of good evidence-based public policies and universities denied the investment and appropriate framework conditions critical to sustaining our missions.

Our Predicament

The predicament we face was summarised quite dramatically by a recent article in America's most widely circulated newspaper *USA Today* (2.6 million daily readers). The author, Rutgers University political scientist Ross Baker entitled the piece "Universities' universal irrelevance"; sub-heading "Being a university president used to matter – now it's a customer service job". He set out the decline of the standing of American universities during the 20th century citing for example, the simple statistic that three university Presidents were elected Presidents of the United States in the first half of the century - Woodrow Wilson, Thomas Harding and Dwight Eisenhower. Now, I quote "Making a White House bid today from the top position on a U.S. campus would be justly viewed with puzzlement or even amusement." As for the endorsement of a presidential candidate "an American university president would probably be among the last people sought out to provide testimonials for a presidential aspirant; a Republican hopeful would do better getting the nod from the pastor of a small evangelical church and a Democrat from the leader of an obscure labor union. The political coinage of the university is debased".

Is there much evidence that Europe is better? Can we deny a similar challenge here when, in the face of all the evidence that only the application of science will defeat the ongoing pandemic, our European political leaders choose to continue underfund Horizon research budgets and cut the Erasmus education budgets? Or when the President of the Commission can deliver a 90 minute State of the Union speech on Europe's ambitions with just one passing reference to education and just three brief references to research when both are essential tools to achieve her goals? Couple this with the 10 year European national trends in public funding, mostly downwards, while intrusive government "steering" of universities has grown in inverse proportion. The picture in most EU member states mirrors global trends, though drivers of decline in influence may have differed in some details and varied in scale from country to country.

For clarity, I hasten to reiterate that it is not that what we do is deemed unimportant (growing numbers of the population continue to seek higher education, increasing numbers return in pursuit of lifelong learning while business and industry come to us for scientific outputs) it is that we, university leaders, fail collectively to wield influence on public policy sufficient to ensure wise use of research outputs and sufficient to optimise political decisions affecting our own framework conditions.

Why the decline?

Reversing the trend will be no small task but it is a responsibility we have to address. It must begin with a shared understanding of the causes of our challenge, shared commitment to the necessary solutions and it will take courage, ingenuity, resources and persistence to achieve

success. That our starting point is hampered by paucity of rigorous research on its causation or formal studies of the efficacy of interventions is regrettable but we can derive some guidance from the consensus among external commentators and perhaps learn from the successes of other sectors.

Drivers of the challenge include factors that are global and others are clearly country-specific but I might argue that our remedial tools will be largely common or generic. In France, of course, you had the student barricades of 1968 (like the Prague Spring also in 1968, or the Chinese Tienanmen Square student demonstrations in 1989, or Minsk today) leading governments here and in many countries to be wary of universities and to effect greater controls. Here too in France, you have the complexity of sharing space with the Grand Ecoles and the challenge of presenting a united public front for a large group of universities with diverse mission priorities – although this last is not a uniquely French challenge.

A global driver has been the perception of universities as “ivory towers”, institutions *of* but not *in* society. Academic aloofness from commerce and the fray of politics has often been justified by the mantra that “universities hold a mirror to power”, that we must guard our position as dispassionate observers and analysts, adjudicators of the merits of conflicting positions, whose integrity might be compromised by proximity to power holders or even more by becoming champions of specific political outcomes.

Of course we may simply be the victims of a universal secular movement that seeks to diminish the influence of all historically powerful institutions, Churches, even government itself?

Common to many analyses is the observation that we make too little effort to communicate our messages to power, or indeed society, effectively. We have sometimes been accused of arrogance and condescension, conveying a sense of entitlement to attention and that we often fail to understand the beliefs, the culture of our audience. Not enough humility, too much certainty in our own beliefs.

Perhaps we are too often satisfied by the simple issuing of a statement, a press release or a policy position which we believe will be compelling “on its own merits” with too little attention to ensuring that our message will reach its intended destination or have impact on those we seek to influence. Statements are very important but not sufficient.

Kinder analysts point to our failure to use the language of our target audience, to explain in understandable terms and that we leverage too little support from other sectors in society that have a vested interest in our success and enjoy greater influence with those we seek to impress. Of course all of this criticism is not fair; some individual academics and institutions have adopted excellent practices and our commitment to a third mission, engagement with society is now found in virtually every university strategic plan - but we cannot deny that we have work to do on all of these fronts.

Telling our story effectively

I took on this role in July of last year with a set of priorities; implementation has been challenged a little by the pandemic but we have made progress. EUA now has adopted a formal strategic plan with clarity on *its* objectives and modus operandi; foremost among them, extensive horizon scanning, advocacy on behalf of the sector and more proactivity rather than simply responding to power. We are well advanced in a project to clarify and set out our collective Vision for Europe's Universities in 2030 and hope to publish it in January. We, the most experienced and expert on this subject, ever conscious of the needs and aspirations of society and our dependence on it, should have the greater say in the public narrative. But we need to convey our vision with compelling arguments, in understandable language to all who have power over public policy. To this end, I believe, that we must establish a new project to address "universities' universal irrelevance" to ensure that EUA's Vision statement on the future of universities has sufficient influence to combat the narratives of those who espouse predominantly utilitarian purpose and short-term goals for our institutions.

I invite you at CPU, as we shall invite all NRCs,

- to reflect on your experiences here in France, to identify your failings and those you have observed in other countries;
- to reflect, more importantly on successes and what the factors delivering success have been that might be more generally applicable;
- to reflect on the value of and the means by which we at EUA can better coordinate more effective advocacy targeted at the institutions in Brussels - both directly and by collective approaches with NRCs and universities in the individual member states;
- to reflect on optimising our engagements, creation of partnerships, with the other societal actors that have power over public policy and that will, themselves, benefit from collaboration.
- to use the promotion of our upcoming Vision statement as an "incubator project" for a system of advocacy we might aim to adopt to inspire all our advocacy, in due course.

I anticipate that you will consider the absolute necessity for sectoral cohesion if we are to succeed in impressing a sceptical public. Our Vision statement will celebrate the role of diversity in university missions as a strength of Europe; but will the celebration of diversity be accompanied by equal mutual respect among ourselves, or will we continue to hear public claims from some that only globally competitive research intensive universities are "real universities"? Can we adopt practices whereby natural competition between diverse types of universities can be adjudicated effectively **within** our organisations and not in the public domain where we repeatedly prove that "united we stand, divided we continue to fall".

On the matter of communicating a comprehensible message, you might also consider a practical question. Over recent decades our clothes have been stolen by "think-tanks". Think tanks, many staffed by former academics, take the outputs of our research, some their own, and translate them into the language of the administrators, the bureaucrats. Because of their understanding

of the dynamics of the political world, their appreciation of the need to translate our technical languages, their understanding of the frenetic decision timeframes in public administration, they are now the “go-to” for advice by the Commission and by many national governments. However, they interpret, nuance and edit our outputs in a manner not always true to our views, often framing the message to suit the preferences of those who commission them. Should we now collaborate with them as a strategy? Or, can membership-based representative organisations, such as ours, adopt some of their practices and compete with them?

Also, in passing, we must conduct horizon scanning to identify practices adopted by comparable sectors that are particularly successful. We can learn from others.

We have fortuitous opportunities, of course.

- We can take advantage of the secular trend to demand ever more higher education, enjoyed now by a majority of the population in many countries, and even extending to life-long engagement. How can we reshape our connection to our students such that our alumni become our best ambassadors in society, wielding their political power to advance our goals? Who has done this well in the world; how have they done it?
- Our increasing cooperation with other societal actors has broadened knowledge production to include business, citizens, non-governmental organisations and public authorities. This has been accompanied by parallel expansion of the role of extra-mural society in governance of our institutions, building new bridges for influence.
- Universities have also adopted the role of honest broker in society, building bridges between different stakeholders such as business and local government in our regional ecosystems. Understanding of our value and our needs should, consequently, grow.

I anticipate that by this time next year, with good cooperation among us, we will have broad guidelines in place for how EUA and NRCs can work—in partnership, to grow our collective influence across Europe, to counter prevailing narratives, to restore our influence such that our policy views enjoy the same strength as the value of our contributions to European society.

And now, beyond Europe.

The major global challenges of this era, such as climate change or pandemics with the potential to threaten our survival, are ones that demand global collective action. They demand partnerships and collaborations between researchers, academics and universities across all continents. Successful partnerships require robust, common understanding of the benefits and challenges posed by cultural diversity; common and mutually agreed rules of engagement, compatible legal and regulatory frameworks, compatible timeframes and decision making processes and agreed arbitration mechanisms. Some of these are inter-governmental matters but many are in domains subject to agreement between universities – or more efficiently, agreeable between bodies representing universities across regions.

Universities, by their nature and their missions are global in outlook. We exist everywhere on the planet, we are forces for globalisation. Our philosophy is to learn from every part and to share our knowledge and expertise in every part. We share common values with universities in most parts – we appreciate the critical importance of academic freedom, of institutional autonomy, of being accountable to society and of meriting resource investment and enabling regulatory frameworks sufficient to our success.

Extraordinary, then, that there is no global forum where the representative bodies of our continent's universities might come together for regular dialogue. Few other globalised sectors of our scale lack a global platform. Yes, we at EUA engage in bilateral dialogues most often on an ad hoc basis– with our US, Canadian, occasionally ASEAN, Latin American and Arab world counterparts – but irregularly. National or regional representative groups meet with counterparts sporadically – we will hear in a moment from Prof....on Francophone interactions.

We have the International Association of Universities, an excellent forum for members from all continents to share information. However, its membership is but a tiny fraction of universities globally and it is patchy in regional representation. If the ambition is to adopt shared sectoral policy proposals that might be applied globally it will take a forum that is more broadly representative, effective and efficient and one that is not too large or unwieldy.

There is, in my view a need for such a forum and this need will only grow. Case in point, take the anticipated guidelines from the EU Commission on the framework conditions that should apply to international university partnerships designed to protect European intellectual property and to ensure that Europe's universities do not inadvertently advance the successes of countries or systems that impinge human rights. Would it not be particularly useful if there were a forum where Europe's universities might collectively set out our values to those in other parts, to explain the purposes of the European guidelines and to negotiate directly with our peer institutions the means by which we might work together to address gaps.

Or a forum where we might collaborate globally to influence the evolution of global university ranking systems that might improve their value and validity, or combat their excesses?

You, the French universities have enjoyed centuries of engagement with international universities in your historic spheres of influence, have developed an understanding of challenges and have learned good practices. I invite you to reflect on the utility of what I propose – a forum for representative bodies of the universities in large geopolitical regions (not national – too many to be effective or efficient) and to share your thoughts on whether and how EUA might wisely approach its formation. As some major global players seem, for the moment, to espouse unilateralism, to retreat into national interests, Europe's universities should send out the signal that we are as ever, open to the world.

To conclude, dear colleagues, we have a history of 1000 years; we have been among the continent's most enduring institutions – testament to our fundamental value to society and to our ability to evolve and adapt. We are undergoing a period of challenge to our influence – to the disadvantage of both society and ourselves. We must respond as we always have – to reform our practices in engagement with power here in Europe, and as always, to never neglect our historic role as the cradle of the world's universities.